

Le Royaume-Uni, les États-Unis et la France pourraient être complices de crimes de guerre au Yémen - rapport de l'ONU

Mardi 3 Septembre 2019 par Patrick Wintour <https://amp.theguardian.com/world/2019/sep/03/uk-us-and-france-may-be-complicit-in-yemen-war-crimes-un-report>



Destruction d'habitat au Yémen

Une commission fait état d'une liste de 160 acteurs clés de la guerre au Yémen qui pourraient faire face à des accusations, ce qui accroît la pression sur le Royaume-Uni pour mettre fin aux ventes d'armes à l'Arabie Saoudite.

Selon un rapport des Nations Unies, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France pourraient être complices de crimes de guerre au Yémen pour avoir armé et soutenu une coalition dirigée par les saoudiens pour laquelle affamer les civils est une arme de guerre.

Un groupe d'experts de l'ONU a dressé pour la première fois une liste de 160 noms d'officiers militaires et hommes politiques qui pourraient être accusés de crimes de guerre, notamment en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, au sein du mouvement rebelle Houthi et des forces militaires gouvernementales yéménites. Une liste secrète des personnes les plus susceptibles d'être complices a été envoyée à l'ONU.

Le rapport de l'ONU sera très probablement utilisé comme preuve supplémentaire pour ceux qui exigent que le gouvernement britannique cesse ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite alors qu'elles sont destinées à être utilisées au Yémen.

"Ce rapport révoltant devrait servir de signal d'alarme pour le gouvernement britannique. Il fournit

toutes les preuves nécessaires démontrant la misère et les souffrances infligées à la population du Yémen par une guerre en partie alimentée par les ventes d'armes britanniques à l'Arabie saoudite et à d'autres membres de la coalition ", a déclaré Muhsin Siddiquey, directeur national d'Oxfam au Yémen.

Le 20 juin, la cour d'appel du Royaume-Uni a statué, déclarant que les ventes d'armes à l'Arabie saoudite ont continué sans que le Royaume-Uni ait mené une véritable enquête sur le risque de crimes de guerre commis par la coalition dirigée par les saoudiens et a demandé au gouvernement britannique de préciser les mesures qui avaient été prises pour y remédier. Le gouvernement britannique doit fournir sa réponse, ce qui pourrait éventuellement intervenir ce mois-ci.

Pour soutenir ses ventes à l'Arabie saoudite, le gouvernement britannique dépend largement d'une équipe qui a été mise sur pied par l'Arabie saoudite afin d'examiner les violations présumées de la coalition, mais sa crédibilité est régulièrement remise en question par le rapport des Nations Unies.

La commission d'experts de l'ONU, qui inclut un britannique, Charles Garraway, est arrivée à la conclusion que l'équipe saoudienne n'avait jamais tenu quiconque de responsable pour quelque frappe que ce soit ayant tué des civils, ce qui, bien sûr soulève "des inquiétudes quant à l'impartialité de ses enquêtes".



Civils dans des zones détruites au Yémen

Elle a également décrit l'évaluation saoudienne du processus de ciblage comme "particulièrement préoccupante,[car] elle implique qu'une attaque visant une cible militaire est légale, et ce, en dépit des victimes parmi les civils, ignorant ainsi le principe de la proportionnalité".

Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les raids aériens de la coalition militaire saoudienne dans le sud-ouest du Yémen ont frappé dimanche un complexe carcéral, tuant un grand nombre de personnes.

Créée par le Conseil des droits humains des Nations Unies il y a deux ans, la commission semble

déterminée à introduire un certain sens de responsabilité individuelle dans la conduite de la guerre.



Bir Ahmed II

Le rapport indique que les forces gouvernementales yéménites, y compris celles soutenues par les Émirats arabes unis, continuent de détenir arbitrairement, de menacer et par ailleurs de prendre pour cible des individus qui les ont ouvertement mises en cause ou critiquées, notamment des opposants politiques, des journalistes, des défenseurs des droits humains et des responsables religieux. Au moins 13 journalistes et professionnels des médias sont détenus à Sana'a sous des inculpations liées à leur travail.



Graffitis

La commission d'experts de l'ONU a déclaré avoir reçu des allégations selon lesquelles les Émirats arabes unis et leurs forces affiliées auraient torturé, violé et tué de présumés opposants politiques détenus dans des locaux secrets de la prison Bir Ahmed II, à Al-Bureiqa et dans plusieurs lieux de détention non officiels. Elle a découvert que de nombreux détenus avaient été torturés, notamment par électrocution, pendaison par les bras et les jambes, violences sexuelles et longues périodes d'isolement.

Elle a également découvert que les combattants Houthis " ont utilisé des mines terrestres antipersonnel et anti-véhicules, en violation du droit international humanitaire, notamment dans la manière dont les mines ont été placées dans des endroits non précisés, fréquentés par des civils, avec peu ou pas d'avertissement, ce qui fait qu'elles sont utilisées d'une manière non ciblée. L'emploi des mines antipersonnel est interdit par la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, dont l'application a été admise de facto par les autorités.



Des experts collectent, le 11 décembre 2018, des mines et des explosifs qui auraient été posés dans le secteur d'Hodeidah, au Yémen. (NAJEEB ALMAHBOOBI / EPA)

Les gouvernements du Yémen, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de l'Égypte n'ont pas coopéré avec la commission des Nations Unies ni soutenu ses travaux, mais cette commission a néanmoins mené plus de 600 entretiens.

L'ONU a recensé au Yémen pas moins de 7 292 civils tués (dont au moins 1 959 enfants et 880 femmes) et 11 630 civils blessés (dont 2 575 enfants et 1 256 femmes) à la suite du conflit armé entre mars 2015 (date à laquelle elle a commencé ce suivi) et juin 2019. On pense que le nombre total de victimes est beaucoup plus élevé.